



Façons de parler d'Europe

Philippe Aldrin, Marine De Lassalle

► To cite this version:

Philippe Aldrin, Marine De Lassalle. Façons de parler d'Europe. Economica. L'Europe des Européens, Economica, pp.149-174, 2010, Études politiques. halshs-00646474v3

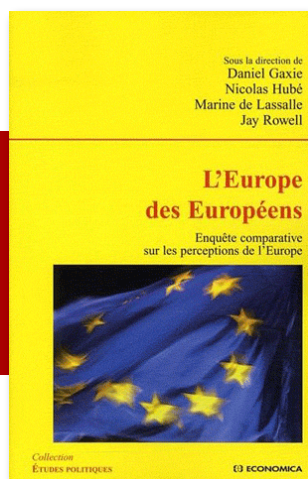
HAL Id: halshs-00646474

<https://shs.hal.science/halshs-00646474v3>

Submitted on 4 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Philippe ALDRIN, Marine DE LASSALLE, « Façons de parler d'Europe », Chapitre 7 de l'ouvrage dirigé par Daniel GAXIE *et al.*, *L'Europe des Européens. Enquête comparée sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, 2010 (p. 149-174).

FAÇONS DE PARLER D'EUROPE

Philippe ALDRIN (GSPE, STRASBOURG / ERMES, NICE)
& Marine DE LASSALLE (GSPE, STRASBOURG)

L'essentiel de la littérature académique sur le « citoyen européen » ou l'« électeur européen » repose sur une démarche recherchant les corrélations entre données sociodémographiques et soutien à l'Union européenne. Appuyées sur des données Eurobaromètre, les études qui traitent du rapport à l'Europe des citoyens ordinaires tendent donc traditionnellement à mettre en exergue les variations concomitantes entre leur propension à l'europhilie et certaines de leurs propriétés sociales. C'est ainsi que le niveau de fin d'études mais également le revenu, la profession et l'âge se dégagent comme des variables discriminant les attitudes à l'égard de l'Europe politique (Cautrès, 2001). Le lien presque partout observable entre niveau de diplôme et europhilie a incité certains spécialistes à voir dans cette corrélation une causalité, au sens où ces variables exerceraient un effet mécanique, inéluctable sur le rapport à l'Europe. On trouve trace de cette causalisation des variables dans l'affirmation selon laquelle l'effort cognitif que demanderait la compréhension des enjeux communautaires (définis alors comme lointains, complexes et techniques) serait tel qu'il serait l'apanage des plus diplômés (Inglehart, Rabier, 1979). Cette théorie de la « mobilisation cognitive » s'accorde assez avec des thèses complémentaires avec lesquelles elle partage les jeux de combinaison entre les mêmes variables discriminantes. Ainsi de celle selon laquelle les individus se sentant en sécurité physique, économique et professionnelle seraient plus enclins à relever le « défi », à prendre le « risque » de l'Europe et adhérer aux « valeurs post-matérialistes » qu'elle incarne (Inglehart, 1993).

Quel que soit leur modèle explicatif principal¹, toutes ces analyses sont produites au fond à partir de deux postulats : l'effet européenisant voire europhilogène d'un petit

¹ On peut repérer trois grands modèles explicatifs des attitudes européennes : le *modèle utilitariste* (ou économique) reposant sur l'étude des citoyens s'appesantissant le rapport coût-bénéfice pour eux de l'intégration communautaire ; le *modèle éthico-identitaire* (ou psychologique) reposant sur l'examen des valeurs et des identités par lesquels les citoyens pensent l'aventure communautaire ; le *modèle configurationnel* (ou politique) reposant sur l'effet des facteurs

faisceau de variables socio-démographiques (et principalement, le niveau de diplôme) ; l'aptitude psycho-cognitive des individus à juger l'Europe et se positionner personnellement par rapport aux opportunités ou aux dangers qu'elle représente. Ces postulats constituent le soutien théorique majeur du prisme systémique à travers lequel est traditionnellement appréhendée l'« opinion publique européenne » et qui voudrait que la scène politique communautaire soit à la fois la matrice et le produit des attitudes européennes des Européens².

Ce chapitre se propose d'analyser les catégories de sens et de jugement que les enquêtés mobilisent dans l'énonciation de leur opinion sur le thème de l'entretien. En nous focalisant sur leurs façons de tenir un point de vue sur l'Europe politique, il s'agit de repérer dans quelle mesure leur rapport à l'Europe prend appui dans leurs univers d'existence, c'est-à-dire dans une expérience du social tout à la fois inscrite dans un temps historique et un espace culturel donnés, coordonnée à la détention de propriétés individuelles et à l'appartenance à des collectifs plus ou moins objectivés. Rapporter au fond les données sociodémographiques (âge, sexe, revenu, niveau de fin d'études) à des éléments moins facilement objectivables et souvent difficilement comparables à l'échelle de l'Europe communautaire (sentiment d'être un citoyen ou un européen légitime, sécurité dans l'emploi, mode de vie). Davantage attentive donc, aux ressources et aux techniques d'identification sociale auxquelles les enquêtés recourent pour répondre à une sollicitation sur l'Europe qu'aux catégories statistiques ou juridiques qui leur sont exogènes et desquelles ils seraient censés être les représentants ou les porte-parole « naturels », notre démarche entend interroger les façons de parler d'Europe à partir des « savoirs » localisés, socialement enracinés.

PARLER D'EUROPE... A LA DEMANDE

Les opinions sollicitées comme objet sociologique

Lorsqu'ils sont invités à répondre aux questions d'un guide d'entretien portant sur les affaires européennes, les interviewés cherchent autant à réagir aux sollicitations successives qu'à exprimer un point de vue sur l'Europe. La forme de l'échange – entretien semi-structuré individuels ou collectifs³ – met les enquêtés en situation de formaliser des opinions sur l'Europe un thème réputé technique et difficile. Par contraste avec les enquêtes par questionnaires fermés, la parole recueillie grâce à cette méthode révèle une grande richesse expressive et argumentative et conduit les interviewés à dire ce que sont leurs propres cadres de compréhension et de jugement. Comme si le principe de l'échange reposait sur une sollicitation implicite

politiques, surtout nationaux, sur la formation des opinions européennes. Sur ces trois traditions, avec une terminologie et une analyse différentes mais une catégorisation assez voisine, voir Hooghe, Marks, 2005.

² Depuis ses origines, la production théorique sur l'opinion publique européenne est très largement inspirée par l'« analyse eastonienne » (Belot, Cautrès, 2008) et, de ce fait, a donc été portée à expliquer le rapport à l'Europe politique d'abord par les *inputs* (le « consensus permissif » agissant ici comme un soutien systémique diffus) puis par les *outputs* (le jugement des citoyens sur l'efficacité et les bénéfices des politiques conduites par l'UE).

³ Voir le chapitre 3.

que l'on pourrait résumer ainsi : « Quelle position pouvez-vous tenir en public à propos de l'Europe politique ? ». Si ce type de sollicitation – notamment son adresse à des proches ou « proches de proches » – a quelque parenté avec les conversations ordinaires sur l'actualité politique, l'intermédiation du dispositif d'enquête produit des effets sur la prise de parole des interviewés et lui donne les propriétés sociologiques d'un matériel constitué *par* et *pour* l'analyse. Le suivi d'un guide d'entretien (imposant un thème, un lexique, un mode et un ordre d'administration des questions), le cadre de l'échange (assignant des rôles distincts aux interlocuteurs), la présence d'un matériel d'enregistrement, la référence à une institution universitaire et à une commande scientifique : tout cela confère à la prise de parole un caractère formel qui incite tendanciellement les interviewés à tenter de donner – plus qu'à l'occasion d'une conversation de la sociabilité quotidienne – de la cohérence à leurs propos.

La méthode d'enquête peut paraître individualisante dans la mesure où le dispositif de l'échange crée un contexte de prise de parole qui réfère implicitement au cadre socialement défini – notamment par la socialisation et le statut de citoyen – de l'expression formelle d'un point de vue personnel sur des questions politiques. À ce titre, les entretiens semi-structurés recueillis au cours de notre enquête peuvent être explorés à partir de la façon dont les interviewés interprètent d'abord la sollicitation, revendiquent ensuite une posture et mobilisent enfin diverses ressources pour exposer leur opinion *personnelle* sur l'Europe⁴. De ce point de vue, il ressort de la lecture des entretiens que le dispositif d'enquête ne présente pas le même niveau de contrainte pour tous les interviewés. Par leur profession et leurs univers de sociabilité, certains disposent de « marchés » où échanger régulièrement des idées sur l'Europe et sont en quelque sorte rompus à une situation d'expression de leurs opinions (Bourdieu, 1993). D'autres, au contraire, se montrent mal à l'aise dans une situation peu familière et vont parfois jusqu'à dire explicitement leur gêne ou leur sentiment d'incompétence devant certaines questions. La comparaison des entretiens réalisés dans les quatre pays couverts par l'enquête montre également que la difficulté, l'inconfort ou, au contraire, l'aisance diffèrent aussi selon les formes que prend le débat public sur l'Europe dans chacun des pays ou selon l'intérêt ou l'implication différentiels des segments de leur population dans les enjeux européens. Les facteurs sociaux qui déterminent l'attitude – et donc aussi l'aptitude – des interviewés face au dispositif d'enquête constituent donc un point particulièrement important de notre recherche sur les opinions à l'égard de l'Europe. En portant principalement notre attention sur cette attitude, nous souhaitons dénaturaliser ces opinions pour les analyser non pas comme l'expression d'un jugement individuel « déjà-là » (déterminé par des propriétés sociodémographiques et des compétences cognitives) mais bien comme l'opérationnalisation, dans une interaction, donnée d'une disposition (ou non) à

⁴ En termes goffmaniens, on peut définir ce type d'entretiens comme le « cadre transformé » (ici modélisé par l'intention d'une enquête) qui se réfère, en le détournant, au cadre social de la conversation en face-à-face ou en groupe restreint. Les codes de la prise de parole sont censés être identiques à ceux du cadre social « normal » (Goffman, 1974, 49). L'enjeu de la présentation de soi, et donc du travail de « figuration », porte sur l'évaluation médiate et immédiate qu'en fait un détenteur de savoir (parfois évaluateur de métier).

formaliser un jugement (fondée sur une expérience du monde social et une socialisation aux interactions d'échanges politiques)⁵.

Dire son opinion en public : effets d'auditoire et enjeux de connaissance

Dans cette logique, les façons de produire une opinion sur l'Europe politique seront analysées ici en rapprochant le matériel explicatif et argumentatif mobilisés par les enquêtés et la posture générale qu'ils choisissent pour tenir leur point de vue. Ces attitudes ne résultent pas seulement de la « personnalité » des enquêtés mais de facteurs proprement sociaux tels que la familiarité avec ce genre d'exercice, la maîtrise du thème de l'entretien, la relation plus ou moins asymétrique avec l'enquêteur. En l'absence d'échappatoire et de ressources extérieures, les enquêtés sont contraints de *faire avec* ce qu'ils sont et ce qu'ils savent. Les études qualitatives insistent d'ailleurs sur le caractère composite des techniques et des instruments qu'utilisent les enquêtés pour formuler des réponses ou dire leur rapport au politique (Lane, 1967 ; Bourdieu, 1979 ; Eliasoph, 1990 ; Gamson, 1992). Elles mettent également l'accent sur les effets différenciés et variables, selon le profil des enquêtés, des techniques de recueil (parler en public, débattre avec d'autres individus ou livrer longuement son opinion à un enquêteur) sur l'expression de l'opinion personnelle. Ces effets – qu'on appellera des effets d'auditoire – tiennent principalement à trois contraintes imposées par ce type d'interactions : *l'impératif de justification de l'avis* (adossé à un savoir supposé objectif ou enraciné dans le vécu subjectif – mais supposé incontestable – de l'expérience) ; *la prise en compte des autres points de vue* (exprimés par certains interlocuteurs ou contenus implicitement dans les questions de l'enquêteur) ; *le travail de maintien de la face sociale* (toute réponse ou non réponse est expliquée pour ne pas perdre la face, ou sembler briser « l'ordre de l'interaction » et empêcher sa « félicité »⁶). Les effets d'auditoire agissent donc comme une conformation des individus à une norme sociale non-écrite des échanges d'opinions. Conformation observable dans les tentatives de mise en cohérence des idées et des arguments énoncés mais aussi dans la façon d'interpréter la sollicitation et d'évaluer ses capacités à y répondre (Eliasoph, 1990). Dans cette perspective, notre analyse des opinions recueillies par le programme d'enquête Concorde entend se concentrer sur le travail de mise en cohérence du positionnement de soi par rapport à l'Europe déployé ou non par les interviewés, en cherchant à la fois à catégoriser leurs postures (à partir des ressources mobilisées) pour les rapprocher de la position qu'ils occupent objectivement et subjectivement dans l'espace social et politique de l'Europe d'aujourd'hui. Les indicateurs de cette position sont la situation sociale et économique, les titres scolaires, la profession, l'univers et le style de vie ou encore la nationalité, et seront pris d'abord comme des opérateurs de localisation que les enquêtés parviennent plus ou moins à universaliser (Boltanski, 1984), et ensuite comme des indices d'une socialisation à l'Europe *lato sensu* (comme continent géographique, espace culturel

⁵ Pierre Bourdieu invite à traiter les opinions « non comme des choses susceptibles d'être mécaniquement et passivement additionnées, mais comme des signes qui peuvent être changés par l'échange, par la discussion, par la confrontation » (Bourdieu, 2001).

⁶ Le maintien de la « face sociale » des interlocuteurs passe par un travail mutuel d'évitement des « offenses » (envers le cadre de l'échange et envers les autres partenaires) et du « stigmatisme » (Goffman, 1971, 26).

ou édifice institutionnel) ou aux « réalités » sous lesquelles il est probable de la rencontrer.

Postures et ressources des opinions sur l'Europe : trois modalités tendancielle

Le repérage de la posture des interviewés permet de décrire et d'expliquer la façon dont ils tiennent (ou pas) une opinion sur l'Europe. Pour ne pas renvoyer cette question de la posture à un problème psychologique, nous avons cherché à isoler des formes distinctes d'identification sociale dans la parole des interviewés. Dans l'expression et la justification de leur position personnelle sur l'Europe, ils manifestent en effet une propension variable et différenciée à parler sur le mode du « je » ou au contraire sur celui du « nous ». Or, le recours à l'usage des pronoms personnels ou collectifs renvoie à des dispositions sociales et ne se distribue pas sociologiquement au hasard (Bernstein, 1975). Il correspond à un sens pratique du classement qui permet de se percevoir et de se situer dans un espace social structuré et hiérarchisé dans lequel on perçoit et on situe également les autres. Cette dimension, liée à la position sociale (objectivement assignée et subjectivement occupée), est associée ici à la perception que la position que l'on occupe est plus ou moins structurée par l'Europe. Au-delà du recours au « je » ou au « nous » – qui peuvent tous deux référer à un ou plusieurs collectifs d'appartenance (profession, nationalité, génération, etc.) – le registre d'identification privilégié par l'interviewé est l'indicateur de plusieurs éléments de sa posture à l'égard de l'Europe. À travers les registres de l'identification qu'il utilise, l'interviewé articule le *soi* à un lieu du social (une origine géographique, un modèle familial, un milieu professionnel, une classe d'âge, un style de vie, etc.) qui le lie potentiellement à l'Europe. Aussi, au-delà donc du recours au « je » (qui peut être empathique ou universalisant) ou au « nous » (qui peut référer à des collectifs d'appartenance structurés comme très vagues), le registre d'identification se repère à des marqueurs répétés par lesquels l'interviewé dit *d'où* (référence à un lieu social, géographique, culturel), *en tant que qui* (référence aux propriétés biographiques et individuelles singulières) ou *en tant que quoi* (référence à un collectif social, professionnel, géographique, culturel) il énonce son jugement sur l'Europe.

La posture n'est donc pas « empruntée » au hasard mais déterminée par ce que chaque interviewé veut et surtout peut revendiquer en public comme opinion personnelle sur l'Europe. Là encore, la position sociale, la profession, le capital scolaire et culturel peuvent jouer comme des opérateurs de connexion, voire d'appropriation des enjeux européens qui diffèrent en partie des formes habituelles du rapport au politique et où l'appartenance à un espace national exerce des effets significatifs (de contexte politique, de référence à un cadre culturel ou à une identité collective). Ainsi l'Europe présente, par exemple, dans les nouveaux pays membres, une potentialité de changement, crée un horizon d'attentes qui étend l'intérêt personnel pour la chose européenne au-delà de celui exprimé par des catégories d'interviewés socialement « homologues » au sein des pays fondateurs. Mais, généralement, ce sont les ressources que les interviewés sont en mesure de mobiliser pour tenir une opinion sur l'Europe qui conditionnent la posture adoptée.

L'examen des entretiens montre que ces ressources sont de divers ordres. Les réponses combinent en effet des éléments de connaissance tirés de souvenirs scolaires, de discours médiatiques, d'anecdotes, etc. Pour mettre à plat ces multiples ressources, nous avons retenu comme critère discriminant la source des savoirs mobilisés. Ce qui permet de dissocier, d'une part, les *savoirs impersonnels* fondés principalement sur des connaissances « scolaires » (dont les savoirs techniques de type généralistes comme les principes démocratiques, l'histoire ou l'ordonnement institutionnel de l'Europe) et des discours médiatiques et, d'autre part, les *savoirs personnels* qui ont pour source les expériences pratiques, des anecdotes vécues par les interviewés ou leurs proches. Concernant l'Europe politique, la corrélation classique entre capital scolaire et recours aux savoirs impersonnels est en partie déjouée par différents facteurs. L'éloignement matériel et cognitif des institutions communautaires, la technicité des enjeux et débats qui leur sont attachés semblent abaisser la « probabilité conditionnelle » des cadres et des diplômés à opiner politiquement sur les questions politiques. À l'inverse, chez les interviewés issus des milieux populaires, l'immersion dans une séquence de mobilisation politique et médiatique sur l'Europe – notamment dans les pays ayant rejoint récemment l'Union européenne (ici la Pologne et la Tchéquie) – peut expliquer une référence plus systématique qu'à l'habitude aux cadres médiatiques sur le sujet.

Effectuée à partir de cette double grille de lecture (registre d'identification sociale, source des ressources mobilisées), l'analyse des façons de tenir un point de vue sollicité sur l'Europe entend sociologiser et typologiser un matériel qualitatif qui entremêle dans des combinaisons infinies des affects adossés à des raisons personnelles ou des valeurs collectives ou universelles, des références à des événements ou à des débats sans liens apparents, diverses dispositions acquises (et acquises diversement selon la trajectoire de vie ou les effets du cadre national) à penser et à pouvoir (ou non) parler en public de sujets politiques. À l'examen de notre base d'entretiens, trois modalités tendancielle de production des opinions sur l'Europe se sont dégagées⁷ :

i) La première modalité est celle de la *parole décentrée* car elle se caractérise principalement par une propension de l'interviewé à situer son propos sur l'Europe le plus souvent sur le plan général des problèmes sociopolitiques – donc au-delà de soi – et à se référer à d'autres points de vue, en Europe et sur l'Europe. Cette catégorie d'interviewés manifeste généralement un rapport affiné aux jeux et enjeux politiques qui se distingue par un usage et des références aux cadres médiatisés – et donc impersonnels – des débats publics sur l'Europe ainsi que par une familiarité plus ou moins ostentatoire avec le lexique et les concepts de ces débats. La matrice d'un intérêt pour l'Europe (qui peut pencher vers l'europhilie, l'europhobie ou le plus souvent des perceptions plus composites) s'origine ici dans un engagement militant mais plus souvent encore dans une formation universitaire et/ou une activité professionnelle où l'Europe (comme objet) politique fait sens. Si les

⁷ Pour une vision d'ensemble des modalités tendancielle, on pourra se reporter au tableau placé en fin de chapitre.

arguments avancés visent ici à universaliser le point de vue sur l'Europe, ils n'en servent pas moins à le singulariser, c'est-à-dire à en faire une production personnelle.

ii) Cette propension à intégrer l'altérité à sa propre pensée – ou au dialogisme, si l'on préfère – est nettement moins présente dans la deuxième modalité. Celle-ci se caractérise par un appui plus systématique des interviewés sur l'univers d'expérience personnelle : le point de vue sur l'Europe est articulé pour l'essentiel autour de situations vécues (savoirs techniques spécialisés, expériences de voyages ou d'échanges culturels, vie professionnelle ou familiale). Le point de vue sur les institutions et les questions européennes est construit à partir d'un soi socialement situé et situable – de façon sélective ou à tout le moins segmentaire – par rapport à l'Europe. Mais, l'évocation du vécu, du terrain, de la réalité permet ici aux interviewés de référer à un lieu social ou un « nous » à partir duquel ils tendent à opérer une montée vers l'Europe. Aussi, tout en s'adossant à des savoirs personnels, le registre d'identification privilégié indique davantage une intention d'inscrire l'opinion sur l'Europe dans une situation collective (sociale, professionnelle, géographique, politique ou culturelle) que d'en revendiquer la singularité⁸, ce qui nous a conduits à la qualifier de *parole sociocentrée*.

iii) Une partie importante des interviewés ne parvient pas à s'inscrire – et à inscrire ses propos – dans l'Europe. Ces interviewés offrent à l'enquêteur une *parole excentrée*, au sens où ils semblent rester extérieurs aux affaires européennes. L'examen des entretiens montre la faible propension à mobiliser des savoirs (personnels ou impersonnels) et un registre d'identification sociale susceptibles de les rattacher à l'Europe. Le manque d'avis sur les questions posées et les réponses lacunaires peuvent s'expliquer par des effets d'auditoire inhibant la parole. Mais, c'est plus encore l'absence d'ancrage objectif et/ou subjectif dans un lieu social articulé à l'Europe qui amène ces interviewés-là à exprimer – avec plus ou moins de clarté – un sentiment d'extranéité à l'égard de l'Europe, de ses enjeux ou ses problèmes. De façon symptomatique, celle-ci y est décrite dans des termes signifiant le caractère abstrait voire fictif qu'elle revêt à leurs yeux. Par opposition aux deux premières modalités, ces interviewés ne parviennent ou ne cherchent pas à proposer une opinion générale sur l'Europe, et chaque question ou thématique du guide d'entretien tend à être affrontée séparément.

Si ces trois façons de tenir une opinion sur l'Europe se dégagent assez clairement de la lecture des entretiens, elles représentent d'abord des modalités tendanciennes marquées par une propension à la décentration, à la sociocentration ou plutôt à l'excentration du point de vue. Aussi, à l'exception de quelques entretiens qui pourraient correspondre à la forme archétypale d'une des modalités en effet, la plupart des entretiens se situent quelque part entre deux modalités, ce qui nous conduira à proposer des modalités interstitielles.

⁸ L'appui sur le territoire d'une identité collective plus ou moins objectivée ou substantialisée indique qu'il s'agit d'en faire le produit d'une identité-*mêmeté* et non celui d'une identité-*ipséité* (davantage observable dans la première modalité) pour reprendre la distinction proposée par Ricoeur (Ricoeur, 1990).

LA PAROLE DECENTREE OU L'EUROPE AU-DELA DE SOI

Face au dispositif d'enquête, les interviewés de la parole décentrée se caractérisent par trois traits principaux : un intérêt soutenu pour la chose politique qui embrasse les questions européennes (niveau élevé de politisation) ; une tendance à construire en dehors de soi, à universaliser le point de vue sur l'Europe (propension à la décentration) ; un travail d'affirmation et de revendication de la capacité à produire une opinion autonome, en démarcation des discours politiques et médiatiques (singularisation du point de vue).

Un rapport affin à la politique... et à l'Europe politique

Les interviewés classés dans cette modalité s'attachent à produire une opinion proprement politique. Cette façon de répondre au guide d'entretien est d'ailleurs le principal facteur de différenciation avec les interviewés des autres modalités. Leur investissement dans les questions européennes se donne à voir comme l'extension « naturelle » de l'affinité affichée pour les questions politiques et réduit voire annule les effets inhibiteurs du dispositif de questionnement. Ils donnent le change à l'enquêteur avec une certaine dextérité, cherchent à mettre en cohérence leurs réponses et anticipent souvent les questions ou les thèmes à venir du guide d'entretien. Malgré sa relative artificialité, ils interprètent la situation d'entretien comme une invitation à livrer leur point de vue personnel sur l'Europe communautaire. Le trait distinctif de leur posture réside dans la propension à prendre en compte des prises de position et des argumentaires défendus dans le débat public sur le sujet. Ils manifestent ainsi non seulement leur connaissance des débats, des oppositions qui les structurent et de leurs principaux porte-parole, mais aussi leur capacité à spécifier leur point de vue.

« Je sais quels sont les arguments des détracteurs de l'Europe, je sais que ça énerve les gens d'avoir l'impression de ne plus être les maîtres chez eux. (...). Evidemment, on est plus nombreux donc, forcément, il faut prendre des décisions à plus de gens. Donc, je reconnais que, parfois, il faut faire un effort, pour accepter l'opinion de la majorité, mais c'est ça la démocratie. Et donc globalement, je défends toujours les décisions européennes, même si elles peuvent aller à l'encontre de l'intérêt national mal compris⁹ ».

La disposition à la décentration – ici par rapport au prisme national – trouve son origine dans l'habitude de prendre part à des échanges de points de vue sur l'actualité politique au sein des cercles privés, militants ou professionnels. La participation à de tels « marchés » des conversations politiques permet de partager des informations, de confronter des arguments sur l'Europe, et procure ainsi une cartographie plus ou moins précise des positions disponibles sur le sujet. L'entretien avec l'enquêteur ne constitue finalement qu'une manière de continuer des

⁹ FR, H, 47 ans, ingénieur

conversations sur les enjeux européens (modalités de la décision dans l'UE, enjeux de la constitutionnalisation des traités, calendrier des prochains élargissements, etc.) qui sont pour ces enquêtés moins abstraites qu'elles ne le sont pour les autres. En se référant à leurs propres prises de positions, ils signifient d'ailleurs à l'enquêteur à la fois l'antériorité et la consistance de leurs opinions.

« J'avais un très bon copain qui était contre Maastricht, moi j'étais pour et il y a eu un débat là-dessus. [...] [Au moment de la campagne référendaire de 2005] Je voulais voter oui, Et là, je me suis dit ce n'était pas possible (parce qu'on nous refaisait Maastricht)... Et donc je me suis engueulé avec tous mes copains qui ont voté oui. Et après j'ai discuté avec un copain qui fait une thèse en droit communautaire qui, à vrai dire, maîtrise vraiment très bien ces questions-là et qui m'a donné quelques clés.¹⁰ ».

Cette confrontation régulière d'idées sur l'Europe se retrouve principalement chez des enquêtés politisés, soit par un engagement et/ou des fréquentations militantes, soit par un haut niveau d'éducation. Selon un schéma sociologique connu, les membres de catégories socioprofessionnelles supérieures, du fait de leur position sociale et professionnelle, se montrent généralement informés et intéressés par les débats politiques qui traversent l'espace public. Ces positions et dispositions distinctives leur donnent accès aux débats sur l'Europe, en même temps qu'elles leur imposent de s'y intéresser et d'avoir quelque chose à en dire. Pour l'essentiel titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur et de grandes écoles, exerçant des professions libérales (avocats, médecins, consultants) ou intellectuelles (enseignants, journalistes) ou plus généralement occupant des positions d'encadrement ou de direction, les enquêtés de la modalité décentrée sont majoritairement des hommes revendiquant un point de vue politique autonome, tout à la fois singulier et universel.

Posture et ressources d'un point de vue singulier sur l'Europe

Les capitaux sociaux et culturels spécifiques de ces enquêtés leur confèrent une certaine légitimité (objectivement définie et subjectivement assumée) à dire et juger le politique en général et l'Europe en particulier¹¹. Marquée par le recours systématique au « je », cette autorité à opiner politiquement se traduit par un travail de singularisation du point de vue. La position de proches ou de groupes socialement, idéologiquement ou géographiquement plus éloignés est ainsi évoquée tantôt pour différencier, tantôt pour nuancer sa propre position. Par là, l'enquêté fait montre de son aisance à circuler, à cartographier, à localiser soi et les autres sur le territoire de l'Europe politique. S'il est singulier, le point de vue se veut objectif, c'est-à-dire construit à distance de soi en manipulant des catégories universelles. La référence à des expériences personnelles ne survient toujours qu'en guise d'illustration d'une démonstration plus générale qui s'appuie volontiers sur des notions, des personnalités ou des événements du débat public sur l'Europe. Il ne s'agit pas pour autant de reprendre à son compte les cadres d'analyse diffusés par

¹⁰ FR, H, 32 ans, avocat

¹¹ Légitimité indexée implicitement sur les cadres dominants et les principes sociaux de classement de la prise de parole politique en public qui valorisent l'usage d'un lexique et de connaissances spécifiques (Bourdieu, 1979).

les médias ou les professionnels de la politique sur l'Europe. De même, l'évocation des thématiques qui ont la propriété de fixer momentanément la focale politique et médiatique sur l'Europe¹² est l'occasion d'y prendre position. La fine connaissance du paysage politique national comme l'affirmation d'une préférence électorale n'empêchent nullement l'indépendance de jugement, au contraire. L'établissement d'un tel rapport d'égalité culturelle et cognitive avec les producteurs professionnels de positions politiques permet de manifester une grande assurance face aux effets d'auditoire. D'une façon générale, la manipulation et plus encore la maîtrise de ces savoirs impersonnels confèrent aux propos l'efficace argumentaire des discours dominants et agissent comme autant de ressources légitimes garantissant à la fois le bien-fondé et l'objectivité du point de vue.

« [À propos du traité constitutionnel] Dans le fond, j'ai voté oui et j'étais convaincu de voter oui. Ce qui m'a intéressé, c'est la campagne pour le non avec des blocs d'opposition qui, moi, me paraissent extrêmement différents, voire divergents. Le bloc de réflexion, je dirais, antilibérale : "On ne veut pas de l'Europe libérale". Bon, ce à quoi je dis qu'il aurait fallu le voir plus tôt parce que ce n'est pas d'hier que l'Europe est un ensemble de pays qui s'inscrivent dans l'économie libérale. Je trouve assez singulier que le Parti socialiste soit en opposition aussi forte avec les autres partis socialistes européens. Il y avait le côté "on veut continuer à faire comme on veut dans le pays", ce qu'on appelle l'Europe des nations, ce qu'on appelle le souverainisme. On dit plus "l'Europe des nations" quand c'est Chevènement, et on dit plus "souverainisme" quand c'est de Villiers. Mais en fait, au total, c'est quand même cet aspect-là¹³ ».

La forte dénotation du propos, obtenue par la précision des informations mobilisées, en assure généralement la plus grande transparence¹⁴. Souvent, le glissement de la problématique posée à une problématique voisine ou la redéfinition du questionnement témoignent de la volonté de lier et relier les réponses pour donner une cohérence générale au point de vue tenu sur l'Europe. Dépasser le carcan de la formulation du guide d'entretien pour livrer des conclusions synthétiques et, parfois, emprunter le ton du prescripteur. Cette posture s'accote parfois à une évocation des acteurs-clés (les « pères fondateurs » comme Konrad Adenauer, Jean Monet, Alcide de Gasperi mais aussi Helmut Kohl ou Jacques Delors) ou plus souvent des épisodes décisifs de l'histoire européenne (les grandes « crises » du projet européen, l'Europe du Grand marché, Maastricht, la chute du Mur et l'élargissement à l'Est, le traité constitutionnel). Dans la façon de tenir une opinion décentrée sur l'Europe, cette maîtrise relative de l'histoire communautaire et des histoires nationales autorise une (tentative de) montée en généralité et donc une certaine hauteur de vue sur les défis européens.

« Et ce problème revient sans cesse au sein de l'UE, on l'a remarqué sous une forme extrême avec les frères Kascinski. Tusk arrondit les angles, pour prendre l'exemple Polonais, mais en fin de compte sa pensée va toujours dans la même direction, seulement de manière plus nuancé et un peu plus tourné vers l'avenir, mais il le dit très clairement. La Pologne n'y serait pas y arrivé seule, mais en même temps, avant tout, il dit que les

¹² L'Europe sociale, la politique étrangère commune, l'Europe du libéralisme, l'Europe des régions l'Europe des peuples, l'Europe des Nations, les rapports Nord/Sud, l'Europe de la finance, des patrons ou des bureaucrates...

¹³ FR, H, 60 ans, chercheur retraité

¹⁴ Au sens où l'énonciateur disparaît de son discours. Jean Dubois définit le degré de transparence de l'énonciation comme la latitude sociale de compréhension du discours, allant de son seul énonciateur à la société entière (Dubois, 1969).

Polonais doivent apprendre à redevenir des Polonais, pas des Polonais trop nationalistes, mais les Polonais comme nous les Français (rires). Donc, je le dis comme si j'étais un Français, mais bon, on pourrait dire, comme nous les Allemands. mais on ne s'affiche plus trop, on se limite au niveau de l'UE, et c'est bien ainsi. Et c'est naturellement un processus que la Pologne doit traverser à une vitesse folle. Et dans ce contexte, j'aurais souhaité attendre avant l'entrée dans l'UE. Laissez les d'abord tranquilles, avec du soutien et tout, évidemment, mais laissez les d'abord un peu tranquilles. Tout a bien fonctionné, je trouve, et ils sont quand même meilleurs que les italiens, de ce point de vue, hein ».

Le décentrement, qui consiste à fonder son point de vue *au-delà de soi*, suppose de disposer des ressources socialement reconnues pour gager cette revendication d'objectivité. Paradoxalement, ce sont donc bien les positions sociales élevées, notamment celles indexées à la détention de capital culturel, les expériences singulières de vie (notamment professionnelles ou militantes) et la socialisation aux savoirs légitimes qui déterminent la disposition au décentrement. En ce sens, si la parole est d'apparence décentrée, il s'agit plus précisément d'un point de vue socialement situé¹⁵ mais exprimé sur un mode décentré. Aussi, au sein des enquêtes qui partagent les caractéristiques générales de la parole décentrée (prééminence des savoirs impersonnels, acuité pour les questions politiques, décentration et autonomie du point de vue), on observe des variations sensibles de la posture liées à l'éthos, à l'origine sociale, à la profession ou à la nationalité.

Du je-empathique au je-détaché (postures interstitielles de la modalité décentrée)

En matière d'idées politiques, la revendication d'une certaine hauteur de vue implique une forme de désintéressement apparent qui s'affirme généralement par la mise à distance des intérêts égoïstes ou particuliers et la prévalence de l'intérêt général. Le désintéressement se donne à voir également par l'effacement de sa propre situation au profit d'autres situations, souvent moins favorisées. La construction du point de vue décentré ne vise pas tant alors l'objectivité fondée sur la connaissance des faits historiques que l'objectivité par l'empathie, à travers la démonstration de vertus telles que la compassion ou l'indignation devant l'injustice sociale et économique. Aussi, tout en produisant un jugement singulier, on observe des postures qui traduisent une disposition socialement déterminée à l'altruisme moral¹⁶. Il s'agit de relativiser ou faire abstraction de sa propre situation pour se faire le porte-parole ou le défenseur de plus démunis que soi.

« [Questionné sur l'euro] Moi qui circule beaucoup, je peux dire que c'est quand même plutôt une bonne chose. Je pense qu'économiquement ça a été une très mauvaise chose. (...), les commerçants n'ont pas joué le jeu, les prix ont sérieusement augmenté. [...] Et puis, il y a un problème avec toutes les personnes d'un certain âge. Les dix centimes d'euro, elles ne se rendent pas compte que ça fait soixante centimes, presque soixante-dix centimes. Mais c'est vrai qu'au niveau commodité de déplacement au sein de l'Europe, c'est quand même très

¹⁵ Ce point de vue situé et méconnu comme tel est le point de vue implicitement attendu de tous les citoyens par les producteurs et commentateurs d'opinion sur l'Europe qui ont tendance à universaliser ce point de vue universalisant mais sociologiquement très minoritaire

¹⁶ Identique aux gestes commandés par l'impératif de « noblesse oblige » étudié par Norbert Elias (Elias, 1985), cette modalité d'expression vient contredire les hypothèses utilitaristes qui ont cours dans certaines analyses des attitudes européennes (Gabel, 1998).

*commode*¹⁷ ».

Cette posture du *je-empathique* suppose donc des propriétés sociales spécifiques, en ce sens qu'elle prend appui sur une connaissance des conséquences diverses et parfois contradictoires de l'Europe (en l'occurrence ici de l'euro). Elle peut s'enraciner dans une socialisation à d'autres expériences de vie comme chez les enquêtés d'origine populaire marqués par différentes formes d'ascension sociale ou les travailleurs sociaux au contact des personnes précarisées par le chômage ou la misère économique. Il s'agit souvent d'individus enclins au militantisme moral (Agrikoliansky, 2001) qui revendiquent une proximité au moins idéologique avec les « gens de peu ». Cette posture se rattache parfois à un « nous », sans jamais être complètement subsumée par le collectif¹⁸, et se rapproche alors de la modalité sociocentrée (*v. infra*).

« L'Europe, le problème c'est qu'elle est faite pour ceux qui défendent un certain seuil de richesse. Nous, on travaille dans le social, notre travail c'est d'accompagner les gens, tu vois, à ressentir un peu moins la solitude de la souffrance. Quand t'as un père et une mère qui est au chômage, ou quand t'as une mère qui a été abandonnée par son mari, ou t'as des enfants, t'en a trois ou quatre dont il faut t'occuper etc. Moi je suis désolé mais ces gens là ne peuvent plus parler d'Europe, ils en ont rien à foutre de l'Europe. [Il hausse le ton] Tant qu'il y aura beaucoup de chômage, tant qu'il y aura une précarité, tant qu'il y aura des personnes qui n'accéderont pas au logement, on ne peut pas parler d'Europe. [...] Parce que moi ça m'intéresse, j'ai un salaire qui tombe à la fin du mois [...]. Je me sens bien alors je peux en parler. Demain, je suis au chômage, tu peux me parler de l'Europe, je vais te dire "excuse moi, je n'ai pas trop de temps à te consacrer, l'Europe c'est loin pour moi" »¹⁹

À l'inverse, d'autres interviewés dont on pourrait penser qu'ils disposent des moyens nécessaires pour produire une opinion politique décentrée se montrent moins à l'aise sur le terrain de l'Europe. S'ils se disent concernés par le sujet, ils ne parviennent pas singulariser leur point de vue. Leur autorité à opiner est minorée par un sentiment de moindre compétence sur l'Europe, relativement à d'autres sujets politiques. Il s'agit notamment d'étudiants peu au fait des affaires communautaires, de cadres dont le secteur d'activité est peu « européenisé », de femmes de milieux sociaux aisés et éduqués qui n'exercent pas ou plus d'activité professionnelle. En dépit de la maîtrise de savoirs « légitimes » sur l'Europe, ils se révèlent plus impressionnés que les interviewés-types de cette modalité par les effets d'auditoire. Un recours plus fréquent à la délégation d'opinion²⁰, une moins grande assurance dans l'affirmation du point de vue, une propension à avouer son incompétence sur certaines questions, les conduit à adopter une posture plus distante face aux sollicitations de l'enquêteur, une sorte de *je-détaché* qui les rapproche sous ce rapport de la troisième modalité (*v. infra*).

¹⁷ FR, H, 50 ans, enseignant.

¹⁸ Selon une posture de représentation autorisant tout à la fois la proximité et la distance sociale, comme chez les cadres du PCF étudiés par Bernard Pudal (Pudal, 1988).

¹⁹ FR, H, 40 ans, responsable d'un Maison de quartier.

²⁰ La délégation d'opinion – ou *fides implicita* (confiance implicite) – à des personnes ou groupes jugés plus aptes à juger la politique s'observe surtout chez les catégories socialement dominées (jeunes, femmes, moins éduqués, pauvres), qui sont aussi les plus démunies de l'autorité à émettre publiquement des considérations politiques (Bourdieu, 1984a, 236).

« [À propos de l'information sur l'Europe] On n'est pas très bien informés. Je regarde les infos à la télé, j'écoute la radio, j'écoute les stations étrangères aussi. [...]. Je devrais - à notre niveau socio-éduco-culturel - connaître beaucoup mieux le fonctionnement de l'Europe que je ne le connais. Mais je ne cherche pas particulièrement à le connaître. En principe ça devrait être dans l'air et je devrais l'avoir absorbé. [...] On sait à peu près quand même comment marche le système français [...]. Je ne sais pas si c'est plus compliqué [pour l'Europe] mais je connais moins bien ²¹».

LA PAROLE SOCIOCENTREE OU L'EUROPE A PARTIR DE SOI

Par contraste avec l'objectivité recherchée par les interviewés de la première modalité, nombre d'interviewés prennent principalement appui sur leurs expériences personnelles pour tenter de formaliser et tenir une opinion cohérente²² sur l'Europe. Les interviewés produisant cette parole sociocentree se caractérisent par trois traits principaux : un intérêt circonscrit pour les questions politiques qui jouxte ça et là l'Europe (politisation sur enjeu ou sectorisée) ; une tendance à privilégier l'univers personnel d'expérience pour développer le point de vue sur l'Europe (propension à la sociocentration) ; un travail de justification de l'opinion référé à une « réalité » qui est souvent éprouvée collectivement – registre du « nous » – contre l'irréalisme ou l'absurdité des discours politiques et médiatiques (particularisation du point de vue).

Rapport circonscrit au politique... et à l'Europe

La trame et la cohérence des entretiens relevant de cette modalité sont donc bâties sur l'expérience. Les savoirs personnels y occupent en effet une place capitale, à la fois comme source argumentaire principale, comme principe de justification de la posture et comme preuves issues de l'observation ou de la pratique personnelle. Comme ils le donnent à voir – et le confient parfois – ces interviewés-là, porte un intérêt à la politique circonscrit à des thèmes ou des moments précis du débat public ou encore à des secteurs d'intervention de l'action publique (la lutte contre le chômage, les mesures contre la vie chère, la politique fiscale, l'enrayement de la délinquance). Et il en va de même pour la chose politique européenne. Cet intérêt délimité pour certains thèmes de l'entretien se manifeste par une implication intermittente, sélective dans les questions posées par l'enquêteur. Dépourvus de la compétence politique « statutaire » assise sur des savoirs scolaires, médiatiques et proprement politiques sur l'Europe, ils disposent néanmoins d'assez d'assurance sociale pour produire, articuler et défendre un point de vue sur le sujet. Cette

²¹ FR, F, 69 ans, femme au foyer.

²² La cohérence dont il est question ici n'est pas une cohérence idéologique ou intellectuelle des opinions politiques, au sens où celles-ci seraient structurées selon des connaissances objectives et une issue rationnelle. Il s'agit pour nous de qualifier le travail, la tentative de mise en correspondances logiques pour soi, mais aussi pour l'enquêteur (en cherchant à rendre son propre point de vue partageable), et qui n'empêche pas contradictions et dissonances.

assurance leur est conférée par leur situation professionnelle, des expériences de vie ou par des formes spécifiques d'intégration sociale. C'est donc par le recours à des savoirs très personnels qu'ils parviennent à composer avec les effets d'auditoires imposés par contraintes du dispositif d'enquête.

Cette parole sociocentrée consiste à tenir un point de vue partageable sur l'Europe à partir d'observations personnelles ou vicariales²³ tirées pour la plupart d'expériences pratiques du monde social (réseaux de sociabilité, milieux professionnels), de l'économie (consommation, salaires) et des activités culturelles (loisirs, voyages, consommation de biens culturels) rattachables à l'Europe. Elle est plutôt à l'œuvre chez les professions concernées par la législation et les politiques européennes mais on l'observe aussi chez des individus ayant « hérité » de dispositions à la citoyenneté européenne par une histoire familiale singulière (enfants nés de couples binationaux, descendants de déportés, expériences d'échanges ou de vie dans d'autres pays membres). D'où une énonciation qui emprunte volontiers le registre du « nous », référant souvent à une communauté socialement ou culturellement localisée par rapport à l'Europe, et parfois à un collectif plus incertain comme d'ailleurs l'Europe qui lui fait face – alors évoquée à travers des désignations vagues, des « eux » et des « ils » renvoyant la plupart du temps sans les nommer aux élites politiques ou aux fonctionnaires européens. Le « nous » est plus structuré, voire défensif quand il s'enracine dans un territoire géographique (cas des discours régionalistes ou nationalistes) ou sectoriel (cas des discours catégoriels) décrit comme concerné ou menacé par l'Europe, conscient alors de ses intérêts²⁴.

« Avec les lois qu'ils nous ont données, là en janvier, on a des nouvelles lois qui sont arrivées sur les mailles de chalut. Ils vont jamais en mer, ils nous pondent des lois qui sont euh... [...] L'Europe, non ! Ouais, c'est plutôt négatif pour nous. Les prix à la hausse. [...] Ça monte super super vite. Le gasoil... tout a augmenté. [...] On a fait la grève deux, trois fois mais ça n'a pas donné grand-chose. Ils nous promettent plein, plein de choses et en fin de compte on a rien eu du tout. [...] Qu'ils arrêtent de nous pondre des lois qui sont complètement inutiles, alors qu'ils n'y connaissent rien à la pêche²⁵ ».

La tentative de mise en cohérence des réponses successives vise, tout autant que dans la modalité décentrée, à convaincre du bien-fondé de la posture. Toutefois, comme elle s'appuie ici sur l'égrainement des motifs de griefs ou de satisfactions personnels à l'égard de l'Europe, les entretiens sont davantage fragmentés, alternant les moments où une question rend visiblement les enquêtés très diserts et d'autres où l'enquêteur déroule les questions du guide d'entretien sans susciter de réactions. Cela tient autant au niveau variable d'intérêt suscité par le problème européen évoqué qu'aux oscillations du sentiment d'être autorisé à opiner indexé sur l'aptitude à redimensionner les questions à soi. Prolixes donc sur les questions « qui leur parlent » ou « qui font sens » parce qu'elles résonnent avec leurs propres expériences de contribuable, électeur, pêcheur, agriculteur, gay, transporteur,

²³ C'est-à-dire ici vécues par des proches.

²⁴ Au sens du groupe « pour soi » repéré par Karl Marx ou de la classe effectivement mobilisée chez Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1984b).

²⁵ FR, F, coiffeuse et épouse de pêcheur

chasseur ; ils sont plus en retrait, moins loquaces lorsqu'elles touchent à des aspects techniques ou institutionnels lointains.

Posture et ressources d'un point de vue particulariste sur l'Europe

Si les interviewés de la modalité décentrée cherchent à affirmer la singularité de leur point de vue, ceux de la modalité sociocentrée travaillent davantage à le particulariser. Dans les deux cas, ils visent à autonomiser leurs prises de position par rapport aux discours médiatiques ou politiques auxquels ils ont accès ; les premiers pour s'y apprécier, les seconds pour marquer leur distance. Les postures diffèrent également. Quand les premiers prétendent à l'universalisme, les seconds cherchent à rendre partageable une opinion énoncée depuis un endroit précis du social et de l'Europe. Lorsque le retour systématique au vécu conduit à utiliser le registre du « je », c'est alors « en tant que » membre d'un groupe professionnel, d'une affiliation culturelle ou d'une communauté de condition (les éleveurs, les jeunes diplômés, les citoyens italiens).

« Je suis administrateur. Je représente les éleveurs à la Fédération nationale bovine et donc, on a été amenés, justement par rapport à toute l'évolution de la PAC et tout, à rencontrer les Commissaires européens pour essayer de donner notre point de vue de terrain. Parce que ces gens-là, ils en sont complètement déconnectés²⁶. »

Dans la mesure où les réponses sont principalement déterminées par des savoirs personnels, il n'est pas toujours facile de les articuler à l'Europe. Pour autant, ce prisme personnel est souvent exploité habilement pour déplacer sur l'Europe politique, par métaphore ou par analogie, des jugements fondés sur des dimensions moins directement politiques de l'Europe (linguistique, géographiques, culturelles, professionnelles). L'un des interviewés file ainsi tout au long de l'entretien la métaphore de la coopération industrielle, forgée sur son expérience professionnelle et qui conditionne aussi ses expériences concrètes de l'Europe. Le projet Airbus lui permet d'évoquer les « égoïsmes nationaux » dont il traite tout au long de l'entretien à partir de sa seule expérience professionnelle

« Bon, je vais prendre un exemple. Ce qui se passait à l'origine avec Airbus (l'association de plusieurs pays dans un projet commun), c'était une bonne chose. Bon, encore une fois, on voit les limites de l'Europe. Chacun a essayé de tirer un maximum profit de la situation. Peut-être qu'il n'y a pas assez d'échanges et, en fin de compte, on voit que Airbus, alors que c'est un super projet, est aujourd'hui en difficulté. Tout le monde veut garder ses prérogatives. Encore une fois, l'Europe c'est une bonne chose, y a encore énormément de choses à faire mais je pense que ça a ses limites aussi et on les voit bien²⁷. »

Il faut encore noter que les mêmes coordonnées socio-économiques ou professionnelles ne prédisposent pas pareillement à une « montée vers l'Europe ». Le cas de deux « petits patrons » du nord-est de la France en donne l'illustration. D'origine rurale, ces deux entrepreneurs parlent le dialecte alsacien, ont fait la même école d'ingénieur et dirigent chacun une PME héritée de leurs parents. Les

²⁶ FR, H, 50 ans, éleveur.

²⁷ FR, H, 30 ans, cadre supérieur dans l'industrie.

deux redimensionnent d'abord les questions du guide aux problèmes de leur statut de chef d'entreprise et à leur secteur d'activité dans un espace frontalier. Toutefois, si le premier maintient le prisme socioprofessionnel tout au long de l'entretien pour donner le change sur les problèmes pratiques ou plus généraux de l'Europe (« *L'élargissement, c'est comme une entreprise : quand on grossit à un moment donné il faut absorber la croissance* »), son *alter ego* ne parvient à mobiliser cette expérience pour avoir prise sur le territoire de l'Europe, avoue à plusieurs reprises sa méconnaissance des institutions et se laisse imposer les questions du guide visiblement vécu comme une interrogation scolaire (« *En fait, je vois que je ne connais rien* »). Le territoire du soi, de l'expérience, le « terrain », la « réalité », ne permettent donc pas toujours de faire face aux sollicitations de l'enquêteur.

Tentative d'articuler le monde social vécu à l'Europe, la parole sociocentrée offre des points de vue plus diversifiés que la modalité décentrée où les arguments sont plus systématiquement référés à l'offre politique et aux thématiques du débat public. Telle enquêtée, qui voyage souvent en famille grâce à son camping-car en Europe, évalue la situation économique des Etats membres à l'aune des paysages traversés. Tels autres, d'origine algérienne ou tunisienne, évoquent les discriminations pour réévaluer à la baisse « les belles promesses de l'Europe ». Une autre multiplie les analogies entre l'Europe des échanges et les nombreux mariages transnationaux dans sa famille. Moins dotés en savoirs socialement légitimes sur les problèmes politiques, ces interviewés livrent des propos d'une plus grande originalité dans leurs représentations et leur imaginaire de l'Europe. Les caractéristiques mêmes de la parole sociocentrée (prééminence de l'expérience, intérêt ponctuel pour certaines questions politiques, particularisation du point de vue) permettent de la reconnaître dans des profils d'enquêtés très divers. Aussi, à côté de la tendance centrale de cette modalité, le registre d'identification sociale permet de repérer au moins deux modalités interstitielles.

Du je-globalisé aux nous-égocentriques (postures interstitielles de la modalité sociocentrée)

Selon les propriétés matérielles et symboliques des interviewés, l'identification à un lieu du social peut s'orienter soit vers un point de vue universalisant, soit vers un point de vue personnalisant. Dans le premier cas, on trouve des enquêtés qui, tout en prenant appui sur l'expérience, adoptent une posture proche de la modalité décentrée (*v. supra*). Ici, le territoire du soi comporte suffisamment d'appuis sociaux, de ressources économiques, culturelles et symboliques pour prendre en compte d'autres points de vue. La détention de capitaux scolaires, linguistiques, la propension à voyager et faire des rencontres en Europe, permettent la formulation d'un point de vue singulier (registre du « je ») qui ne se départit pas pour autant d'une entrée principale par l'expérience.

« J'étais un européen bien avant l'Europe. Pour moi Londres n'est que la banlieue de Paris. Ce n'est pas un autre pays. L'Espagne c'est chez nous. [...] Et pour moi l'Europe c'est une évidence. Lundi je ne serai pas là car je vais à Londres. Je ne dis pas "Je vais en Angleterre", je dis "Je vais à Londres" comme si je disais "Je vais à Lyon". [...] Mes enfants quand ils vont à Londres, ils sont un peu chez eux. [Questionné sur l'information européenne] Bah, l'Europe, moi je tire mes informations surtout avec les gens avec qui je

travaille car je travaille avec plusieurs pays d'Europe. Donc tout à l'heure j'étais en liaison avec un Espagnol ; dès que l'entretien sera terminé, je téléphone à mon comptable anglais²⁸ ».

Si cet interviewé dispose des ressources pour universaliser son opinion, la transparence de celle-ci est moins manifeste que chez les interviewés de la modalité décentrée dans la mesure où elle ne se construit jamais en dehors de sa propre situation et de son expérience du grand marché économique. À l'inverse, certains interviewés tentent de produire une parole sociocentrée mais semblent manquer, pour ce faire, des formes d'expériences et des ressorts d'identification qui permettraient de rendre partageable ou universalisable leur point de vue. S'ils parviennent, de bout en bout de l'entretien, à articuler un point de vue sur l'Europe à partir de leur expérience propre, le manque de liens évidents ou visibles entre l'Europe et cette expérience les voue à une vision très personnalisée, donc peu partageable. Toutefois, si cette égocentration les rapproche des entretiens de la modalité excentrée, ces interviewés s'en distinguent encore par leur capacité à surmonter les effets d'auditoire (notamment l'impératif de justification de l'avis) et à tenir – tant bien que mal – une opinion particulière sur l'Europe. Comme le montre le cas de cet ouvrier dans un abattoir de volaille qui construit tout son point de vue à partir de son expérience de l'euro, à laquelle il rapporte toutes les questions y compris les plus éloignées.

LA PAROLE EXCENTREE OU L'EUROPE EN DEHORS DE SOI

La dernière catégorie rassemble les interviewés qui se montrent incapables de *tenir un point de vue* face au thème et au dispositif de l'enquête. Les raisons de leurs difficultés à répondre politiquement à des questions sur l'Europe politique sont diverses, mais se manifestent par un défaut d'informations scolaires et médiatiques sur le sujet, ainsi que par des expériences et connaissances personnelles qui ne peuvent être rattachées à l'Europe. Le soi et les territoires propres de ces interviewés semblent cantonnés en marge, voire en dehors de l'Europe, de ses enjeux, de ses problèmes. Les effets d'auditoire, y compris la sauvegarde de la face sociale, se posent également comme des contraintes inhabituelles et difficilement surmontables. Du coup, la parole reste excentrée, au sens où les fragments d'opinion énoncés se tiennent à l'extérieur de l'Europe. Trois traits principaux caractérisent ces interviewés : un sentiment d'éloignement matériel et symbolique avec la politique et plus encore avec les questions européennes (distanciation politique) ; une tendance à définir l'Europe en dehors de soi, comme une fiction (propension à l'excentration) ; l'absence d'affirmation d'une opinion personnelle et générale sur le sujet (déprivation du point de vue).

²⁸ FR, H, 49 ans, dirigeant d'une PME.

L'Europe à distance, l'Europe invisible

Les interviewés de la modalité excentrée ont en commun d'être ou se sentir démunis devant la situation d'entretien. Au-delà même du thème sur lequel leur opinion est sollicitée, le fait d'énoncer en public des jugements sur des sujets politiques les place dans une position inconfortable. Parler de politique ne va pas de soi pour eux, de surcroît sur un sujet aussi lointain et technique que l'Europe pour lequel ils n'ont aucune opinion constituée préalablement à l'entretien. Puisqu'ils doivent *faire face* à la sollicitation de l'enquêteur, ils tentent de dire à ce dernier à quel point et aussi pourquoi le sujet sur lequel on les questionne ne les interroge pas. Et parce que le sujet est dépourvu de significations politiques ou pratiques pour la plupart d'entre eux, ils sont contraints simultanément de *faire avec* (la situation d'entretien, l'Europe) et de *faire sans* (un point de vue, une connaissance, une expérience de l'Europe). Ils tentent de donner le change en bricolant des réponses avec des morceaux de vécu quotidien colmatés par des généralités sans parvenir vraiment à les relier à l'Europe. Cette improvisation argumentaire de circonstance (au sens où elle est imposée par l'interaction enquêteur enquêté) ne féconde donc aucun point de vue solidifié sur l'Europe.

« L'Europe, moi ça ne me touche vraiment pas. Enfin, à part l'Euro. Forcément ! Mais sinon, non pas du tout. Je ne me sens pas réellement concerné. Moi je te l'ai dit je ne me sens pas européen parce que l'Europe ne me touche pas²⁹ ».

Le dispositif d'enquête leur apparaît comme une épreuve et ils marquent ostensiblement leur surprise et leur désarroi en accueillant l'énoncé des questions. L'attentisme et l'inconfort de l'enquêté, qui font pendant à la maîtrise supposée de l'enquêteur, transforment implicitement le dispositif d'enquête en examen scolaire, c'est-à-dire en une interaction évaluative et asymétrique assez éloignée de la conversation politique ordinaire³⁰. Ce glissement du cadre de l'interaction s'apprécie aux longs silences qui suivent l'énoncé des questions, aux hésitations qui émaillent les bribes de réponses, et aux contradictions apparentes³¹ qui saturent les entretiens.

« [L'Europe ?] Quelque chose de positif. Ben, parce que c'est bien d'être plus...euh... au milieu de grands. Parce qu'il y a beaucoup de grands qui vont manger les petits, donc il faut se... [plus loin dans l'entretien] Après tout ce que je t'ai dit, je crois que je ne dois pas avoir beaucoup d'avis. Parce que je ne m'intéresse...euh... le mot intérêt n'est pas... je me désintéresse peut être...³² »

²⁹ FR, H, 27 ans, cuisinier au chômage.

³⁰ Dans les entretiens collectifs, cette dimension scolaire est réduite par le sentiment d'entre-soi social et l'effacement du rôle de l'enquêteur (évaluateur). Si la plupart des discutants témoignent des mêmes difficultés à répondre aux questions du guide d'animation, ils parviennent à s'autoriser à opiner en opérant collectivement un déplacement du cadre et du lexique du questionnement.

³¹ Précisons que les propos ne sont contradictoires que par rapport à la définition dominante de l'opinion, c'est-à-dire l'expression d'une attitude, fondée en raisons, et à laquelle on tient.

³² FR, F, 70 ans, mère au foyer.

Les enquêtés livrent ainsi des jugements qui ne prétendent ni à l'objectivité du dialogisme (modalité décentrée) ni au caractère irréfutable de l'expérience située (modalité sociocentrée).

Les expressions d'une opinion sans point de vue

Ces modes de réactions ne présentent pas les propriétés attendues d'un point de vue sur l'Europe. Fragiles, éclatés, artificiels, ils sont souvent tournés en dérision par leurs propres auteurs. Ces opinions à éclipses (Gaxie, 1990) sont d'ailleurs énoncées avec très peu de conviction. Manière de signifier à la fois le peu de valeur qu'ils accordent à ce qu'ils disent et leur volonté de rappeler que la demande de l'enquêteur leur paraît une contrainte inappropriée à leurs compétences. S'ils se conforment aux exigences de l'entretien, ce n'est qu'en façade et contraints. Si ces interviewés abordent l'entretien avec beaucoup de bonne volonté, le sentiment d'extranéité et d'abstraction qu'ils disent éprouver à l'égard de l'Europe affecte leur propension à jouer le jeu des questions-réponses. Certains adoptent une attitude de repli consistant à ne plus répondre que par des aveux d'incompétence dédramatisés par de l'autodérision plus ou moins amère. L'absence de point de vue sur le sujet les contraint à parsemer l'entretien de bribes d'opinion sans cohérence d'ensemble. Appuyés sur des considérations éthiques (« *C'est mieux quand même de ne pas se faire la guerre* ») et des raccourcis du sens commun (« *L'union fait la force* »), ils s'en tiennent à quelques vagues généralités peu à même d'alimenter un point de vue sur la durée de l'entretien : les « petits » européens contre les « grandes puissances » ou la « belle idée » des origines de l'unification européenne.

« Donc, pour moi, l'Europe, pour pouvoir contrer les Etats-Unis ou des grandes puissances comme ça, comme la Chine, faut qu'on puisse se regrouper pour être plus forts, pour moi c'est une force d'être plusieurs³³ ».

« L'idée de trouver un moyen d'unir des pays pour éviter qu'ils ne se tapent dessus. Donc, c'est vraiment ça, comment est née l'Europe. Après, il y a des détails que je ne connais pas³⁴ ».

Lorsqu'elles existent, les prises de positions sont appuyées le plus souvent sur des expériences domestiques. La critique de l'euro ou plutôt de ses conséquences sur la baisse du pouvoir d'achat est ainsi mentionnée dans plusieurs entretiens. Pour autant, même cette « expérience » n'est pas toujours indexée aux institutions européennes mais à une « Europe » indéterminée.

« [Quand vous êtes entre amis, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps ou jamais de discuter de questions européennes ?] Très rarement. Il y a eu quelques occasions de discuter pendant les temps où les médias parlaient de l'introduction de l'euro [...]. Mais c'était un discours sur les effets de l'euro, je ne peux pas dire qu'il s'agissait d'une discussion sur l'Europe³⁵ ».

³³ FR, F, 30 ans, comptable.

³⁴ FR, F, 25 ans, enseignante.

³⁵ IT, H, 38 ans, employé métallurgiste mécanicien.

Certains interviewés français évoquent encore le texte constitutionnel reçu dans leur boîte aux lettres au moment du référendum. Mais cet exemple vaut lui aussi comme illustration de leur distance à l'Europe : le texte volumineux, incompréhensible, n'a pas été lu et symbolise finalement le caractère « coupé des réalités », absurde ou dispendieux des actions de « Bruxelles ». Et une fois épuisées les vertus illustratives de cette rencontre manquée, les interviewés tendent à décrocher de l'entretien, notamment par un laconisme qui agit comme une protection contre la violence symbolique du dispositif d'entretien. Outre le manque de connaissances et d'expériences de l'Europe, c'est aussi les registres d'identification sociale qui font ici défaut. Le « je » ne permet de structurer aucun point de vue singulier. Le « nous » - qui renvoie le plus souvent à des catégories politiquement et socialement inconsistantes (pairs, collègues, amis ou membres de la famille)- ne semble ancré dans aucune communauté de condition et se définit uniquement en creux (par opposition à des « ils » et des « eux » mal identifiés), réalité toujours étrangère ou ignorée de l'Europe.

« L'euro, tout ça, bah, je m'en fous un peu... Je peux pas dire si je suis plus pour que contre... [...] L'Europe ? Nous (moi et mes copains), on s'en fout de l'Europe, donc... j'en parle jamais. C'est plus les anciens qui nous disent "Voilà, l'euro ça nous saoule, tout ça" »³⁶.

Si l'emboîtement des appartenances permettaient aux interviewés des modalités précédentes de positionner le territoire de leurs existences par rapport à l'Europe, on a à faire ici à des univers sociaux découplés des problèmes européens. Ces interviewés appartiennent généralement aux couches fragiles et dominées des populations de l'enquête : chômeurs, salariés peu qualifiés, ouvriers, femmes au foyer. Certains d'entre eux ne sont pourtant pas dépourvus de toutes formes de ressources scolaires, économiques ou sociales (diplômés de l'enseignement supérieur, enseignants ou cadres). Si, tendanciellement, domine un rapport distant à la politique, ils peuvent être sinon intéressés par la politique nationale, du moins capables d'en dire quelque chose. Ils pâtissent toutefois d'une absence de lien matériel et/ou symbolique avec l'Europe.

Je m'en fichisme, indifférence coupable et critique fragmentaire (postures interstitielles de la modalité excentrée)

Une partie des interviewés affiche une indifférence assumée à l'égard de l'Europe, et affirme ouvertement se moquer de l'Europe, autant qu'elle se moque d'eux. Le sentiment d'exclusion est subverti par un « je-m'en-fichisme » caractéristique d'une certaine culture populaire à l'égard du monde sérieux et ésotérique de la politique (Hoggart, 1970, Eliasoph, 1990) On l'observe principalement chez des ouvriers, des employés, des chômeurs ayant fait peu ou pas d'études et dépourvus des espèces de capitaux – social, économique ou culturel – qui prédisposent à penser l'Europe comme un espace d'échanges économiques et culturels. Faute de ressources incitant à y voyager (argent, temps de loisir, maîtrise d'une langue étrangère), l'Europe reste une abstraction, un champ de possibles réservé à d'autres (« patrons »,

³⁶ FR, H, 27 ans, manœuvre.

« politiques »). Leur excentration par rapport à l'Europe doit d'abord être comprise comme la conséquence de leur excentration économique, culturelle et politique. Appartenant comme beaucoup d'interviewés de la modalité sociocentrée aux *milieux* populaires, ils ne s'identifient pas aux *classes* populaires, au sens où leur position dans l'espace social n'est pas structurée politiquement. Les jeunes ouvriers, nombreux dans ces catégories du public, s'avèrent peu politisés³⁷. Le caractère heurté de leurs parcours professionnels, marqués par la mobilité et l'alternance de périodes d'emploi et de chômage, empêche une réelle socialisation à la condition salariale. De la même façon qu'ils apparaissent esseulés face à la précarité et face à leurs aspirations (Schwartz, 1989), ils semblent sans attaches ni repères sur le territoire de la politique, et plus encore des affaires européennes.

À l'inverse de la posture je-m'en-fichiste, la méconnaissance de l'Europe peut aussi s'éprouver à travers un sentiment de culpabilité. Souvent un peu mieux dotés en termes de diplômes ou de socialisation professionnelle, des enquêtés perçoivent l'Europe comme un objet politique, c'est-à-dire une chose qui mérite l'attention des citoyens du point de vue de la norme dominante, dont ils paraissent socialement moins portés à remettre en cause les hiérarchies et les valeurs. Cette posture est plus souvent empruntée par des femmes qui vivent leur manque d'intérêt pour l'Europe comme un problème citoyen (« *Je ne suis pas une bonne citoyenne* ») mais également comme une paresse personnelle générant de la culpabilité (« *je me sens un peu mal placée en disant que je suis exclue, et qu'on ne m'informe pas, alors que moi, je ne vais pas vraiment vers l'information* »). Au-delà de l'explication genrée – le thème de l'entretien active un rapport féminin plus déférent à la politique (Achin, 2007) – l'impossibilité de produire un point de vue résulte plus largement de l'impossibilité de s'identifier à des groupes sociaux mobilisés ou politiquement structurés par l'Europe. De nombreux entretiens témoignent de la place centrale occupée par la famille ou les amis dans la définition de soi, du fait sans doute de la défaillance ou du désenchantement d'identifications socialement plus intégratrices (la nation, le métier, la génération).

Enfin, il faut noter qu'à l'opposé des indifférents je-m'en-fichistes ou culpabilisés, des interviewés sans réel point de vue sur l'Europe se montrent pourtant concernés par celle-ci. S'ils n'arrivent qu'épisodiquement à lui imputer des actions, ils parviennent à en dire quelque chose en lui appliquant des opinions forgés sur d'autres sujets. Ainsi, focalisée sur le problème du chômage, une jeune femme salariée dans l'hôtellerie-restauration y ramène toutes les questions de l'enquêteur.

« [Questionnée sur l'élargissement] *Je sais qu'au niveau de l'agriculture, on va avoir les premiers agriculteurs polonais qui vont arriver en France. [Sur les services publics] Parce que justement ça va faire encore plus de chômage en France si on prend les sociétés étrangères. [Sur les délocalisations] On a le droit de délocaliser, soi-disant ça ne fait pas de chômage en France mais quand on voit tous les usines qui ferment, toutes les personnes qui sont au chômage. [Sur la TVA] Donc, qui dit TVA à 19,5 %, dit pas d'embauche. On ne serait pas dans l'Europe, la France n'aurait pas besoin de l'avis des autres et ferait ce qu'elle a envie*³⁸ ».

³⁷ On y voit bien sûr la conséquence du délitement de la culture de l'action collective et politique dans les milieux ouvriers. (Beaud, Pialoux, 1999).

³⁸ FR, F, 24 ans, hôtesse d'accueil dans un hôtel restaurant.

Dans ce type de posture, des jugements sont livrés au compte-gouttes, au gré de l'entretien, sans travail de mise en cohérence. La prise d'appui sur des éléments d'identification partiellement politisés rapproche ces interviewés de la modalité socio-centrée, sans l'emporter sur leur sentiment dominant d'excentration par rapport à l'Europe.

*

Au terme de cette exploration des façons de parler d'Europe, nous voudrions d'abord revenir sur les objectifs qui étaient les nôtres, notamment celui de se focaliser sur l'existence de savoirs pratiques et de façons non spécialisées ou profanes de s'accommoder de l'Europe politique. Il s'agissait moins de mettre au jour des opinions et des attitudes politiques que d'analyser le travail d'articulation d'un point de vue et ses conditions de possibilités, à partir de ressources diversifiées (et souvent manquantes). Dans cette perspective de recherche, deux éléments de conclusions doivent être soulignés.

D'abord, le constat que, à la différence de la politique nationale, qui produit un monde – d'administrations, de dispositifs, de personnalités et de programmes en opposition – tangible, l'Europe est plus souvent perçue par les enquêtés comme une organisation complexe, invisible et insaisissable. Aussi, en imposant le thème et les problématiques de l'Europe pour solliciter des opinions, le guide d'entretien redouble en quelque sorte les dispositions inégales des individus à répondre politiquement à des questions politiques. Les fortes différences que nous avons pu observer dans l'aptitude à s'accommoder des effets d'auditoires et de la violence symbolique du dispositif d'enquête montrent que l'autorité à opiner sur l'Europe politique est socialement discriminée. Elle l'est tout autant que l'autorité à opiner sur la vie politique nationale, voir davantage, mais d'une autre manière. En effet, discuter et évaluer les problèmes européens suppose de les avoir rencontrés par l'accès aux savoirs légitimes (formation scolaire et universitaire, consultation des médias d'information, militantisme) ou à travers des expériences pratiques (activités professionnelles, voyages, etc.). Or, ces possibilités de rencontre sont d'une part réservées à certains profils sociaux et d'autre part limitées par l'invisibilité relative des interventions et le manque d'incarnation des institutions européennes elles-mêmes. Pour cette raison, le coût d'accès à l'Europe paraît généralement très élevé, y compris pour les individus bien dotés en ressources économiques ou culturelles qui, d'habitude, leur confèrent une plus grande aisance à parler politique. Cette relativisation de l'effet d'assignation statutaire déjoue aussi pour partie les analyses classiques qui lient niveau d'éducation et de revenus et vision « favorable » de l'union européenne.

Ensuite, parce que nous avons souhaité mettre particulièrement l'accent sur les formes d'identification des interviewés à des univers d'existence. En les appréhendant comme des ressources d'appui, de justification ou de repli d'un *soi* situé à l'égard de l'Europe, nous avons mis en exergue comment ces univers sont susceptibles de rencontrer ou non l'Europe politique. Cela d'autant plus que

« l'Europe » reste un objet politique flottant, symboliquement non stabilisé et que les façons d'y entrer pour formuler un point de vue sont multiples : les principes philosophiques fondateurs, les impératifs économiques, les politiques distributives (PAC, FEDER), l'action normative, l'espace géographique ou culturel, la mise en concurrence des systèmes sociaux, des économies, des entreprises et des salariés... En observant les types de savoirs et les expériences personnelles convoqués pour dire et juger l'Europe, on constate qu'elle « vient » diversement aux interviewés et ne fait pas toujours sens au regard de leur horizon d'existence, qu'ils soient d'ailleurs cadres, jeunes ou diplômés. Mais si la capacité à émettre un jugement politique sur l'Europe est moins répandue que pour des objets politiques désormais plus « routiniers », la capacité à juger l'Europe politique « à la demande » est aussi plus diversifiée que ne le postule la sociologie de l'opinion politique. Ce côtoiement différentiel de l'Europe comme cette identification à des univers d'existence sont sans aucun doute trop ignorés des enquêtes consacrées à l'interprétation secondaire des données Eurobaromètre. Outre la violence infligée aux données brutes, la mécanique des grands nombres tend à réduire toute la contingence sociale des existences à une poignée de variables. Au concret, pourtant, les opinions restent retorses au génie statistique.

Registres d'identification sociale			Modalité décentrée	Modalité excentrée	Modalité décentrée
Posture à l'égard de l'Europe	Proximité à l'Europe politique	Intérêt soutenu pour l'Europe politique	Implication	Rapport distant à l'Europe politique	Distance à l'égard de l'Europe politique
	Je universalisé	Implication sectorisée	Détachement		
Usages du soi	Je universalisé	Nous personnalisé et socialement situé	Je nous politiquement indéterminé		
	Type d'appui sur le "territoire" politique	Cartonnement ou délimitation du territoire politique propre	Indétermination d'un territoire propre / et du territoire du politique		
Types de savoirs mobilisés sur l'Europe	Savoirs impersonnels (Sources principales : médias, débats publics, savoirs scolaires et académiques)	Savoirs personnels (Sources principales : expériences sociales, "terrain", "réalité quotidienne")	Savoirs et expériences non reliables à L'Europe		
	Maîtrise des différents éléments du débat public (légitimation)	Adossement à certains dossiers du débat public (justification)	Ignorance des affaires européennes (distanciation)		
Performance d'une opinion sur l'Europe	Expériences personnelles comme illustrations	Expériences personnelles comme preuves	Expériences personnelles comme anecdotes		
	Propension à tenir un point de vue singulairisé (décentration, dialogisme)	Propension à tenir un point de vue particulier (socioconcentration)	Propension à livrer des opinions sans point de vue propre (excentration)		
Modalités interstielles	(tendre vers l') Objectivité	(revendiquer une) Subjectivité	(avouer sentiment de) Confusion		
	Travail de mise en cohérence avec le débat public (transparence)	Effort de justification avec la réalité vécue (personnalisation)	Fragmentation des avis (opacité)		
Adresse à l'Europe	Montée en généralité	Montée relative en généralité à partir du vécu	Généralités		
	Je européen	Nous-égocentrique	Je-m'en-fichisme		
Ressources de production du point de vue	Je-empathique	Augement fragmentaire	Je-détaché ou indifférence coupable		
	Locution à fonction argumentative / production effet de logique	Métaphores et analogies / production d'une justification	Locution à fonction argumentative / production effet de logique		
Demande de clarté	Demande de clarté	Attente de matérialité	Demande absente ou confuse		

Bibliographie

- Achin (Catherine) *et al.*, 2007, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica.
- Agrikoliansky (Eric), 2001, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1).
- Aldrin (Philippe), 2010, « L'invention de l'opinion publique européenne. Genèse intellectuelle et politique de l'Eurobaromètre (1950-1973) », *Politix – Revue des sciences sociales du politique*, vol. 23, 89, 2010, pp. 79-101.
- Anderson (Christopher J.), 1998, « When in Doubt, Use Proxies. Attitudes toward Domestic Politics and Support for European Integration », *Comparative Political Studies*, 31 (5).
- Anderson (Christopher J.), Kaltenthaler (Karl C.), 1996, « The Dynamics of Public Opinion toward European Integration 1973-93 », *European Journal of International Relations*, 2 (2).
- Baisnée (Olivier), 2007, « En être ou pas, les logiques de l'entre soi à Bruxelles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167.
- Beaud (Stéphane), Pialoux (Michel), 1989, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard.
- Bélot (Céline), 2000, *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union Européenne*, Thèse pour le doctorat en Science politique Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- Bélot (Céline), 2002, « Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation », *Revue internationale de politique comparée*, 9 (1).
- Bélot (Céline), Cautrès (Bruno), 2008, « Opinion publique », in Bélot (Céline) *et al.*, dir., *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica.
- Bélot (Céline), Magnette (Paul), Saurruger (Sabine), 2008, *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica.
- Bennett (Stephen E), 1988, « “Know-Nothing revisited” : The Implications of Political Ignorance Today », *Social Science Quarterly*, 69.
- Bernstein (Basil), 1975, *Langage et classes sociales. Codes sociolinguistiques et contrôle social*, Paris, Minuit.
- Bielasiak (Jack), 2002, « Determinants of Public Opinion Differences on EU Accession in Poland », *Europe-Asia Studies*, 54 (8).
- Boltanski (Luc), Darré (Yann), Schiltz (Marie-Ange), 1984, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51.
- Bourdieu (Pierre), 1979, *La Distinction, Critique Sociale du Jugement*, Paris, Editions de Minuit.
- Bourdieu (Pierre), 1983, « Vous avez dit “populaire” ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 46 (1).
- Bourdieu (Pierre), 1984a, *Questions de sociologie*, Minuit, Paris.

- Bourdieu (Pierre), 1984b, « Espace social et genèse des “classes” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53.
- Bourdieu (Pierre), 1993, « Comprendre » in Bourdieu (Pierre), *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- Bourdieu (Pierre), 2001, « Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la “volonté générale” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 140.
- Braconnier (Céline), Dormagen (Jean-Yves), 2007, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Seuil.
- Bruter (Michael), 2005, *Citizens of Europe: the Emergence of a Mass European Identity*, Houndmills/New York, Palgrave Macmillan.
- Campbell (Angus), Converse (Philip E.), Miller (Warren E.), Stokes (Donald E.), 1980, *The American Voter*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Carruba (Clifford J.), 2001, « The Electoral Connection in European Union Politics », *The Journal of Politics*, 63 (1).
- Cautrès (Bruno), 2001, « L'électeur européen : une émergence difficile ou improbable ? », *Politique européenne*, 4.
- Cautrès (Bruno), 2003, « La participation aux élections européennes comme problème de représentation politique », in Saurugger (Sabine), dir., *Les modes de représentation dans l'Union européenne*, Paris, L'Harmattan.
- Cautrès (Bruno), Denni (Bernard), 2000, « Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », in Bréchon (Pierre), Laurent (Annie), Perrineau (Pascal), dir., *Les cultures politiques des français*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Cautrès (Bruno), Grunberg (Gérard), 2007, « Position sociale, identité nationale et attitudes à l'égard de l'Europe. La construction européenne souffre-t-elle d'un biais élitiste ? », in Costa (Olivier), Magnette (Paul), dir., *Une Europe des élites ? Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union européenne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Cefaï (Daniel), Pasquier (Dominique), dir., 2003, *Le sens du public*, Paris, PUF.
- Collovald (Annie), Sawicki (Frédéric), 1991, « Le populaire et le politique : Quelques pistes de recherches en guise d'introduction ? », *Politix*, 4 (13).
- Lacroix (Justine), Coman (Ramona), dir., *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Converse (Philipp), 1964, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in Apter (David E.), ed., *Ideology and Discontent*, New York, The Free Press.
- Delli Carpini (Michael X.), Keeter (Scott S.), 1996, *What Americans Know about Politics and why it Matters*, New Haven, Yale University Press.
- Delli Carpini (Michael X.), Williams (Bruce A.), 1994, « The Method is the Message : Focus Groups as a Method of Social, Psychological, and Political Inquiry », *Research in Micropolitics*, 4.
- Deloye (Yves), 2007, « Le vote européen entre implication et réaction », *Revue française de science politique*, 57 (2).
- Denord (François), Schwartz (Antoine), 2009, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Bellecombe-en-Bauge, Raison d'agir.
- Diez Medrano (Juan), 2003, *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.

- Diez Medrano (Juan), 2008, « Europeanization and the Emergence of a European Society », *IBEI Working Papers*, 12.
- Diez Medrano (Juan), 2008, « Unpacking European Identity », communication au pôle de sociologie politique, CEVIPOF, Paris.
- Dubois (Jean), 1969, « Enoncé et énonciation », *Langages*, 13.
- Dubois (Vincent), 1999, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica
- Duchesne (Sophie), Frogner (Paul-André), 2002, « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, 52 (4).
- Duchesne (Sophie), Van Ingelbom (Virginie), 2008, « L'indifférence des Français et des Belges (francophones) pour leurs voisins européens : une pièce de plus au dossier de l'absence de communauté politique européenne ? », *Politique Européenne*, 26.
- Eichenberg (Richard C.), Dalton (Russell J.), 1993, « Europeans and the European Community : The Dynamics of Public Support for European Integration », *International Organization*, 47 (4).
- Eliasoph (Nina), 1990, « Political Culture and The Presentation of Self. A Study of The Public Sphere in The Spirit of Erving Goffman », *Theory and Society*, 19 (4).
- Franklin (Mark), Marsh (Michael), McLaren (Lauren), 1994, « Uncorking the Bottle : Popular Opposition to European Unification in the Wake of Maastricht », *Journal of Common Market Studies*, 32 (4).
- Gabel (Matthew), 1998, « Economic Integration and Mass Politics : Market Liberalization and Public Attitudes in the European Union », *American Journal of Political Science*, 42 (3).
- Gabel (Matthew), 1998, « Public Support for European Integration : An Empirical Test of Five Theories », *The Journal of Politics*, 60 (2).
- Gabel (Matthew), Palmer (Harvey), 1995, « Understanding Variation in Public Support for European Integration », *European Journal of Political Research*, 27.
- Gabel (Matthew), Whitten (Guy D.), 1997, « Economic Conditions, Economic Perceptions, and Public Support for European Integration », *Political Behavior*, 19 (1).
- Gamson (William A.), 1992, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Garcia (Guillaume), Le Torrec (Virginie), dir., 2003, *L'Union européenne et les médias : regards croisés sur l'information européenne*, Paris, L'Harmattan.
- Garcia (Sandrine), 2007, « L'Europe du savoir contre l'Europe des banques ? La construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167.
- Garrigou (Alain), 2002, *Histoire sociale du suffrage universel*, Paris, Le Seuil.
- Gaxie (Daniel), 1978, *Le cens caché*, Paris, Seuil.
- Gaxie (Daniel), 2001, « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements » in Briquet (Jean-Louis), Garraud (Philippe), dir., *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes,.
- Gaxie (Daniel), 2002, « Appréhension du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52 (2-3).

- Gaxie (Daniel), 2007, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des “citoyens” », *Revue française de science politique*, 57 (6).
- Georgakakis (Didier), 1999, « Les réalités d'un mythe : figure de l'eurocrate et institutionnalisation de l'Europe politique », in Dulong (Delphine), Dubois (Vincent), dir., *La question technocratique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg.
- Gerstlé (Jacques), 1996, « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », *Revue française de science politique*, 45 (5).
- Gerstlé (Jacques), dir., 2001, *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan.
- Goffman (Erving), 1971, *La mise en scène de la vie quotidienne* (Tome 1 : *La présentation de soi*), Paris, Minuit.
- Goffman (Erving), 1974, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- Grawitz (Madeleine), 2001, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz.
- Grignon (Jean-Claude), Passeron (Jean-Claude), 1989, *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Seuil.
- Grunberg (Gérard), 2005, « Le référendum français de ratification du Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005 », *French Politics, Culture & Society*, 23 (3).
- Guiraudon (Virginie), 2000, « L'espace sociopolitique européen, un champ en friche ? », *Cultures et Conflits, Sociologie de l'Europe*, 38-39.
- Harmsen (Robert), 2007, « Is British Euroskepticism still unique ? National Exceptionalism in Comparative Perspective », in Lacroix (Justine), Coman (Ramona), dir., *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, Editions de Université de Bruxelles.
- Hix (Simon), 1999, « Dimensions and alignments in European Union politics : Cognitive constraints and partisan responses », *European Journal of Political Research*, 35.
- Hoggart (Richard), 1970, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit.
- Hooghe (Liesbet), 2003, « Europe Divided ? Elite vs. Public Opinion on European Integration », *European Union Politics*, 4 (3).
- Hooghe (Liesbet), Marks (Gary), 2004, « Does Identity or Economic rationality Drive Public Opinion on European Integration », *Political Science & Politics*, 37.
- Hooghe (Liesbet), Marks (Gary), 2005, « Integration, Calculation, Community and Cues: Public Opinion on European Union », *European Union Politics*, 6.
- Hooghe (Liesbet), Marks (Gary), 2009, « A Postfunctionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *British Journal of Political Science*, 39 (1).
- Inglehart (Ronald), 1970, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics*, 3 (1).
- Inglehart (Ronald), 1971, « Changing Values Priority and European Integration », *Journal on Common Market Studies*, 10 (1).
- Inglehart (Ronald), 1993, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica.
- Inglehart (Ronald), Rabier (Jacques-René), 1979, « Europe Elects a Parliament : Cognitive Mobilization, Political Mobilization and Pro-European Attitudes as Influences on Voter Turnout », *Government and Opposition*, 14 (4).
- Inglehart (Ronald), Reif (Karlheinz), eds., 1991 *The Dynamics of European Public Opinion, Essays in Honour of Jacques-René Rabier*, Londres, Macmillan.

- Joana (Jean), Smith (Andy), 2000, « Le mariage de la carpe et du lapin ? Une sociologie politique de la Commission en chantier », *Cultures et Conflits, Sociologie de l'Europe*, 38-39.
- Joana (Jean), Smith (Andy), 2002, *Les commissaires européens – Technocrates, diplomates ou politiques*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Jobert (Bruno), dir., 1994, *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan.
- Joignant (Alfredo), 2007, « Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique », *Revue française de science politique*, 57 (6).
- Labov (William), 1976, *Sociolinguistique*, Paris, Éditions de Minuit.
- Lacroix (Justine), Coman (Ramona), dir., 2007, *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Lane (Robert E.), 1967, *Political Ideology. Why The American Common Man Believes What He Does ?*, New York, The Free Press - London, Collier-MacLillan Ltd.
- Lazarsfeld (Paul), Berelson (Bernard), Gaudet (Hazel), 1968, *The People's Choice. How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press.
- Lehingue (Patrick), 2007, « Le Non français au Traité constitutionnel européen (mai 2005). Sur deux lectures “polaires” du scrutin », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167.
- Lindberg (Leon N.), Scheingold (Stuart A.), eds., 1970, *Europe's World-Be Policy: Patterns of Change in the European Community*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Marcussen (Martin), Risse (Thomas), Engelmann-Martin (Daniela), Knopf (Hans Joachim), Roscher (Klaus), 1999, « Constructing Europe ? The evolution of French, British and German Nation State Identities », *Journal of European Public Policy*, 6 (4).
- Marks (Gary), Hooghe (Liesbet), Wilson (Carole J.), 2002, « Does Left/Right Structure Party Positions on European Integration? », *Comparative Political Studies*, 35 (8).
- Marquand (David), 1979, *Parliament for Europe*, London, Jonathan Cape.
- Mauger (Gérard), 2001, « Précarisation et nouvelles formes d'encadrement des classes populaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136 (1).
- McLaren (Lauren), 2002, « Public Support for the European Union : Cost/Benefit Analysis or Perceived Cultural Threat ? », *The Journal of Politics*, 64 (2).
- Michel (Hélène), 2007, « La “société civile” dans la “gouvernance européenne”, Eléments pour une sociologie d'une catégorie politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167.
- Neuman (Russel W.), Just (Marion R.), Crigler (Ann N.), 1992, *Common Knowledge: News and the Construction of Political Meaning*, Chicago, University of Chicago Press.
- Neuman (Russel W.), 1986, *The Paradox of Mass Politics : Knowledge and Opinion in the American Electorate*, Harvard, Harvard University Press.
- Neumayer (Laure), 2006, « L'enjeu européen dans les compétitions partisanes en Europe centrale », *Revue française de science politique*, 56 (5).
- Neumayer (Laure), 2006, *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes*, Paris, Belin.
- Noelle-Neumann (Elizabeth), 1974, « The spiral of silence : A theory of public opinion », *Journal of communication*, 24 (2).

- Passeron (Jean-Claude), 2006, *Le raisonnement sociologique. Un espace non-poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel.
- Percheron (Annick), 1991, « Les Français et l'Europe : acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, 41 (3).
- Popkin (Samuel L.), 1991, *The Reasoning Voter Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, Chicago and London, The Chicago University Press.
- Pudal (Bernard), 1988, « Les dirigeants communistes. Du “fils du peuple” à “l'instituteur des masses” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71-72.
- Ricoeur (Paul), 1990, *Soi-même comme un autre*, Paris, le Seuil.
- Risse (Thomas), 2004, « European Institutions and Identity Change- What have we Learned ? », in Herman (Richard), Risse (Thomas), Brewer (Marilynne), eds., *Transnational identities. Becoming European in the EU*, New York, Rowman and Littlefields.
- Robert (Cécile), 2004, « Doing politics and pretending not to. The Commission's role in distributing Aid to Eastern Europe » in Smith (Andy), ed, *Politics and the European Commission. Actors, Interdependence, Legitimacy*, Londres, Routledge.
- Sánchez-Cuenca (Ignacio), 2000, « The Political Basis of Support for European Integration », *European Union Politics*, 1 (2).
- Scharpf (Fritz), 2000, *Gouverner l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Schmidt (Vivien), 2007, « Trapped by their ideas: French Elites' Discourses of European Integration and Globalization », *Journal of European Public Policy*, 14 (7).
- Schwartz (Olivier), 2002, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF.
- Seidendorf (Stefan), 2007, *Europäisierung nationaler Identitätsdiskurse? Ein Vergleich französischer und deutscher Printmedien*, Baden-Baden, Nomos.
- Siblot (Yasmine), 2005, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations », *Sociétés contemporaines*, 58.
- Sievert (Holger), 1998, *Europäischer Journalismus. Theorie und Empirie aktueller Medienkommunikation in der Europäischen Union*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- Slater (Martin), 1982-1983, « Political Elites, Popular Indifference and Community Building », *Journal of Common Market Studies*, 21.
- Smith (Andy), 2002, « La fabrique des compromis européens, les Commissaires européens comme interface entre les Etats et l'UE », in Nay (Olivier), Smith (Andy), *Le gouvernement du compromis – Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica.
- Smith (Andy), 2004, *Le gouvernement de l'Union européenne. Une sociologie politique*, Paris, LGDJ.
- Smith (Andy), 2008, L'intégration européenne des politiques françaises, in Borraz (Olivier), Guiraudon (Virginie), *Politiques publiques 1, la France dans la gouvernance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Sniderman (Paul), Brody (Richard A.), Tetlock (Philip E.), 1991, *Reasoning and Choice Explorations in Political Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Sniderman (Paul), 1998, « Les nouvelles perspectives de la recherche sur l'opinion publique », *Politix*, 11 (41).
- Sniderman (Paul), 2000, « Taking Sides : A Fixed Choice Theory of Political Reasoning », in Lupia (Arthur), McCubbins (Mathew D.), Popkin (Samuel L.), *Elements of Reason. Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Strudel (Sylvie), 2008, « Citoyenneté », in Bélot (Céline), Magnette (Paul), Saurruger (Sabine), *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica.
- Trondal (Jarle), 2006, *An Institutional Perspective on Representation. Ambiguous representation in the European Commission*, Working paper, Eiop, vol 10.
- Wagner (Anne-Catherine), 1998, *Les nouvelles élites de la mondialisation – Une immigration dorée en France*, Paris, PUF
- Weber (Max), 1995, *Economie et société, T 1 : Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon.
- Weber (Max), 1965, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon.
- Weisbein (Julien), Mischi (Julian), 2004, « L'Europe comme cause politique proche. Contestation et promotion de l'intégration communautaire dans l'espace local », *Politique européenne*, 12.
- Zaller (John), 1992, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press.